

1	Travail collaboratif : le publicitaire BETC bouscule les codes à Pantin.....	1
2	La 60e Foire de Hanovre fait la part très belle à l'industrie 4.0 .....	3
3	Les usines du futur existent déjà en France.....	4
4	Le plan du patron de GiFi pour racheter Tati .....	6
5	Le patron de LafargeHolcim quitte le groupe .....	7
6	Guyane : Un accord qui semble, pour l'instant, satisfaire tout le monde .....	9
7	Présidentielle : les résultats de chaque candidat département par département .....	10
8	Emmanuel Macron prend une option ferme pour l'Élysée face à Marine Le Pen .....	11
9	Présidentielle : Macron part grand favori du second tour face à Le Pen .....	12
10	Emmanuel Macron, l'ennemi dont Marine Le Pen rêvait .....	14
11	Le Parti socialiste au bord de la scission.....	15
12	La défaite de François Fillon fait plonger la droite dans le chaos .....	17
13	Jean-Luc Mélenchon, l'éternel quatrième.....	19
14	Brexit : les Européens accordent leurs violons pour entamer les négociations.....	21
15	Washington maintient la pression sur Téhéran .....	22
16	Venezuela, quinze mois d'un conflit sans fin .....	24

## ::: ILE-DE-FRANCE

### LES ECHOS – 24/04/2017

#### 1 Travail collaboratif : le publicitaire BETC bouscule les codes à Pantin



Cathédrale de verre et de béton, le nouveau siège de BETC veut être un « écosystème de la création ».

#### **Le groupe a rassemblé ses 900 salariés dans les ex-Magasins généraux. Pas de bureau attitré, rangement numérisé, appli interne, les méthodes changent.**

Daphné, trente-deux ans, chargée de création digitale, longe le canal de l'Ourcq, à Pantin - en face, le bâtiment de Chanel, derrière, les silos réhabilités de BNP Paribas - avant d'arriver devant les ex-Magasins généraux. Bienvenue au nouveau siège de BETC, le groupe publicitaire (Havas) à la centaine de clients, fondé par le duo détonnant Rémi Babinet et Mercedes Erra. L'agence la plus primée de France, à qui l'on doit l'ours réalisateur de Canal ou les bébés danseurs d'Evian...

Depuis juillet 2016, les 900 salariés ont traversé le périphérique pour se regrouper dans cet immense paquebot de 20.000 mètres carrés, en plein coeur d'une friche industrielle de la Seine-

Saint-Denis, pour en faire un havre ultra-branché regroupant designers, créatifs, chargés de production, responsables de projet Web... BETC était auparavant éclaté en sept sites parisiens.

### **Casiers anonymes**

Daphné glisse son smartphone - distribué à l'ensemble des collaborateurs, ainsi qu'un ordinateur portable Apple - sur la borne d'entrée et pénètre dans un hall bétonné aux airs de cathédrale industrielle. A peine un corner d'accueil dans le coin. Et quelques plots de ciment en guise de fauteuils. Le ton est donné. Le lieu est dépouillé. Pas de signe extérieur de richesse mais une recherche extrême de qualité avec un mobilier conçu sur mesure par douze designers. Daphné déverrouille grâce à son smartphone un des casiers anonymes pour y poser ses affaires.

Grâce à son appli, conçue pour BETC par deux [start-up](#), elle géolocalise une collègue du département luxe. D'un simple click, elles choisissent de se retrouver dans la « chenille », un des espaces de travail répartis sur les cinq étages. Elle suit le GPS interne de son téléphone. Plus de bureau attiré. Aucune pièce fermée. Les membres de la direction sont logés à la même enseigne. Pas même d'armoire - ou à peine quelques Compactus - pour caser ses dossiers. Tout a été numérisé au maximum et mis sur le Cloud Box.

### **Cuisine sur mesure**



Daphné ira au gré de ses besoins dans la « boîte lumineuse », à la luminosité réglable, dans les « baraques pour six », sur les gradins, les « cabs », à l'image des banquettes de taxi... voire dans la cantine ou sur les nombreux poufs et canapés disséminés ici ou là. Elle pense à cliquer sur l'offre de la cantine pour commander ses plats du jour. Ici, pas de restauration collective.

La cuisine est faite sur place par la cheffe cuisinière Delphine Suarez (ex-« food truck » 2F1C), avec des produits frais et servis à table comme au restaurant. Bien évidemment, elle paye en ligne. Elle pourra toujours se défouler au Gymnase ou aller voir l'expo photos au Garage, grand espace de création.

### **Deux places assises par collaborateur**

La révolution engagée par BETC n'est pas qu'une affaire de cloisons en moins. Une équipe de quatre personnes travaille sur les moindres détails depuis quatre ans. Des entretiens ont été menés par service pour définir les méthodes de travail de demain. L'enjeu : créer « un écosystème de la création », casser le cloisonnement des métiers. Des espaces de co-working sont loués à des start-up avec lesquelles travaillent BETC.

Ce nomadisme ne serait-il pas aussi une manière de faire des économies ? « *Pas du tout. On a doublé notre surface, en passant de 9.000 à 20.000 mètres carrés, avec plus de deux places assises par collaborateur* », se défend Eugénie Lefebvre, directrice du projet, qui en revanche ne donnera aucune indication sur l'investissement de BETC. Pour l'instant tout est au stade de l'expérimentation. Des choses vont être changées. « *Les cadres sont les plus chamboulés. Ils*

*doivent s'habituer à ne plus avoir leur équipe sous la main », expose Eugénie Lefebvre. Pour les aider à passer le cap, le service d'adaptation au changement est toujours opérationnel...*

**Marion Kindermans**

## **::: ENTREPRISES**

**LE FIGARO – 24/04/2017**

### **2 La 60e Foire de Hanovre fait la part très belle à l'industrie 4.0**



**Le numérique est le thème central de la grand-messe allemande qui débute ce lundi.**

Hanovre n'est pas Las Vegas mais presque. La Hannover Messe, qui se tient de lundi jusqu'à vendredi dans la capitale de la Basse-Saxe, n'a plus grand-chose à envier au [Consumer Electronics Show](#) américain. Cette foire industrielle, qui en est à sa soixantième édition, attire de plus en plus d'entreprises de tous secteurs qui veulent savoir ce qui se fait de mieux à l'intérieur des usines. Ici aussi l'Internet des objets, la réalité virtuelle, l'impression 3D et les robots seront montrés et discutés: c'est le temple de l'industrie 4.0.

De nombreuses start-up, comme les poids lourds du numérique, envoient désormais une délégation. [Business France](#) aura, pour la seconde fois, un pavillon à Hanovre. C'est ici que les industriels peuvent découvrir toutes les technologies de la nouvelle révolution qui les attend. «Après avoir raté la robotisation, la digitalisation permet aux industriels français de revenir dans le jeu», souligne Frédéric Saint-Geours, vice-président du Conseil national de l'industrie et patron du conseil de surveillance de la SNCF.

«L'impact du numérique sur les industriels est double. Leurs produits sont connectés, ce qui change le modèle d'affaires avec la possibilité d'offrir des services, comme la maintenance ou la surveillance des stocks. La connectivité impacte aussi la production et permet des gains de productivité», explique François Moreau de Saint-Martin, directeur des grands clients industrie et IT chez Orange Business Services. L'offre de l'opérateur, présent pour la troisième année à Hanovre, est vaste et va des solutions de traçabilité jusqu'à l'équipement des opérateurs de ligne en smartphones ou tablettes ou encore les conseils en matière de cybersécurité.

C'est un sujet qui préoccupe beaucoup les industriels car leurs données sont exposées au vol par un concurrent mais ils craignent aussi la perturbation de la production. «Plus de 80 % des groupes du CAC 40 ont déjà migré vers le cloud pour des raisons de sécurité, mais aussi de facilité et de coûts», témoigne Stephan Hadinger, responsable d'Amazon Web Services en France. Depuis quelques jours, le groupe, présent à Hanovre, propose aussi un chatbot (robot vocal, ou agent conversationnel) que les industriels pourront utiliser pour communiquer avec leurs salariés, leurs fournisseurs ou leurs clients.

«L'Internet industriel devrait représenter un marché de 220 milliards de dollars dans trois ans, contre une centaine de milliards pour l'Internet des consommateurs. General Electric a l'ambition

d'être dans les dix premiers mondiaux du logiciel en 2020», souligne Corinne Bilbao, présidente de la filiale française. L'activité, rappelle-t-elle, réalise aujourd'hui environ 6 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Comme ses concurrents Siemens ou Schneider Electric, l'américain fait d'abord profiter ses usines de ces nouvelles connaissances: l'an dernier, les améliorations rendues possibles par le numérique, ont permis d'économiser 700 millions de dollars.

«En croisant toutes les données qui ne se trouvent pas nécessairement au même endroit et au même format, comme le taux d'humidité dans l'usine, l'état de la matière première ou encore la pression, on peut arriver à des gains très importants», assure Dogan Kaban, responsable export chez Braincube, qui conseille Goodyear, Safran ou encore ArcelorMittal.

«L'utilisation de ce qu'on appelle un "jumeau virtuel", une modélisation en 3D, réduit considérablement le délai et les coûts de développement d'un produit, mais aussi sa maintenance ensuite. De plus en plus d'industriels utilisent cette technologie», explique Laurent Blanchard, directeur général adjoint de Dassault Systèmes. Le fabricant d'emballages WestRock a réduit le temps de développement de ses produits de 18 à 6 mois en travaillant avec l'éditeur de logiciels 3D. «La grande difficulté de la mise en œuvre de ce continuum numérique est en réalité le décloisonnement, à la fois en interne et dans les relations avec ses fournisseurs et clients», met en garde le dirigeant.

«Il y a une notion d'urgence chez nos clients sur le digital, c'est quasiment une question prioritaire de travailler à sa stratégie digitale, explique Jacques Mulbert, président d'ABB France, qui a une base de données mondiale et applicative installée de 70 millions d'objets connectés. La clé, ce n'est pas de capter la bonne donnée, mais de l'interpréter.» C'est véritablement un monde nouveau qui émerge et que les industriels français doivent conquérir.

**Annelot Huijgen**

**LE FIGARO – 24/04/2017**

### **3 Les usines du futur existent déjà en France...**



**INFOGRAPHIE-Dans le département de l'Essonne, au cœur de la «Silicon valley» à la française, deux structures résolument tournées vers le digital préfigurent les contours de la révolution industrielle qui vient.**

Toujours plus rapide... «Le temps d'assemblage sur notre ligne de scooters électriques est passé de 6,5 à 4,5 minutes et notre objectif est de descendre à 45 secondes. Nous voulons atteindre les coûts de production de la Pologne et, à terme, approcher ceux de Shanghai», explique Moundir Rachidi, directeur des activités opérations du Boston Consulting Group (BCG). L'ingénieur passe beaucoup de temps, depuis octobre, en bleu de travail dans l'Innovative Center for Operations (ICO), la «mini-usine» qu'il a imaginée avec le BCG à Villebon-sur-Yvette (Essonne) avec des partenaires scientifiques et académiques (CentraleSupélec notamment), pour que des industriels

puissent tester des technologies nouvelles, comme la [réalité augmentée](#) et les [robots collaboratifs](#), qui peuvent améliorer la compétitivité de ses usines.

«Les six premiers mois dépassent nos attentes, avec près d'un millier de visiteurs», souligne Moundir Rachidi, juste après avoir accueilli des représentants du fabricant de papier indien ITC. Trois ICO ont déjà vu le jour en Allemagne, un autre est en construction aux États-Unis et un autre encore en projet avec Singapour. Les locaux de l'ICO français sont peuplés de machines de différents âges et marques pour ressembler aux usines françaises. L'atelier est divisé en deux: d'un côté, les scooters, de l'autre les confiseries, pour inspirer les industriels de l'assemblage (automobile, aéronautique...) comme du procédé (chimie, agroalimentaire, papier...).

### **Cols bleus à l'avant-garde**

«Nous pourrions bientôt produire sur la même ligne à la fois des scooters avec des caractéristiques différentes et des sèche-linge. Cette flexibilité devrait donner des idées à des producteurs de produits saisonniers, par exemple», explique Régis Pageon, qui supervise la quinzaine de personnes. «Ce sont les humains qui feront la différence», insiste Moundir Rachidi, ajoutant que c'est la première révolution industrielle où les cols bleus sont à l'avant-garde. «Grâce aux interfaces inspirées des smartphones et des jeux vidéo, nos intérimaires apprennent à manier très vite un robot et peuvent changer facilement de poste», ajoute Régis Pageon, au milieu de pièces se déplaçant par véhicule autonome.

«Nous pensons que cette nouvelle révolution industrielle crée un énorme espoir. Après l'ère de la grande série dans les pays à bas coûts, les nouvelles technologies permettent un retour de la production sur des sites plus petits, plus proches des consommateurs», souligne Moundir Rachidi, pour qui il y aura [plus d'emplois créés que détruits](#).

Frédéric Amblard est au moins aussi enthousiaste sur l'introduction des nouvelles technologies dans l'industrie. Il est le directeur du Factory Lab, créé en septembre à Palaiseau (Essonne) par des industriels, des fournisseurs de nouvelles technologies et des chercheurs du Commissariat à l'énergie atomique. «C'est une vraie communauté d'échange et de partage où on mutualise les risques et les moyens pour traiter des sujets communs. Le niveau de transparence entre les partenaires est impressionnant», témoigne-t-il.

La communauté, soutenue par l'[Alliance pour l'industrie du futur](#), a vocation à s'agrandir: elle comptera une douzaine d'utilisateurs l'an prochain et plus d'une centaine de fournisseurs de technologies. Une seule condition: il ne peut y avoir qu'un représentant par secteur pour les utilisateurs finaux, parmi lesquels PSA, DCNS, Bureau Veritas et Technip. Les premiers des quatre premiers projets aboutiront en septembre. Douze autres sont déjà identifiés pour résoudre autant de problèmes rencontrés dans les usines. «Nos investissements devraient totaliser environ 4 millions d'euros cette année», explique Frédéric Amblard, précisant que l'argent provient à la fois des membres et du budget réservé par l'État pour la modernisation industrielle et géré par Bpifrance.

L'ICO et le Factory Lab sont situés à quelques kilomètres l'un de l'autre. Leurs responsables ne s'estiment pas concurrents, au contraire. D'autres lieux où les industriels peuvent innover avec un filet de sécurité sont même à l'étude en France.

[Annelot Huijgen](#)

**LE MONDE – 22/04/2017**

## 4 Le plan du patron de GiFi pour racheter Tati



**Philippe Ginestet, de l'enseigne GiFi, a déposé jeudi 20 avril une offre de reprise. Il a cinq candidats face à lui.**

GiFi, une idée de génie ? L'émblématique solderie Tati, mise en vente en février par sa maison mère, le groupe Eram, après plusieurs années difficiles, va peut-être retrouver son lustre d'antan. C'est en tout cas le souhait de Philippe Ginestet, l'original patron de l'enseigne GiFi – Gi pour Ginestet et Fi pour Philippe –, spécialisée dans l'équipement de la maison et de la famille à petit prix. Sa société personnelle, GPG, maison mère de GiFi, a déposé une offre ferme, jeudi 20 avril, pour la reprise de l'enseigne Tati, auprès d'Odgo, la banque d'affaires mandatée par le groupe Eram pour céder l'enseigne qu'il avait reprise en 2004.

Dans son offre dite « globale » accompagnée d'un plan d'investissement de 70 millions d'euros (incluant le prix d'achat), il propose de reprendre 110 magasins et « 1 200 des 1 290 collaborateurs. » Soit « la totalité du personnel des 110 magasins concernés, et 120 personnes contre 190 actuellement au siège » de manière à ce que la centrale d'achat corresponde au nouveau périmètre du réseau, explique Philippe Ginestet au *Monde*.

« Il faudra deux ans pour redresser Tati », lance-t-il, en ajoutant « qu'aucun magasin Tati ne sera transféré sous l'enseigne GiFi ». Car l'idée de cet ancien forain est de conserver GiFi sur les produits de la maison, et de réserver Tati au marché du textile. Mais, précise-t-il :

« Il faudra bien cibler le type de marchandises par rapport à ce que représente la marque Tati dans l'esprit des clients, Ce sont de beaux magasins, mais qui ont eu tendance à aller un peu trop vers les produits de mode et le haut de gamme. L'hygiène-beauté représente près de 15 % du chiffre d'affaires de Tati et le textile environ 60 %, ce que GiFi, 100 % déco bazar, ne fait pas. Tati a aussi un rayon mariage qui a beaucoup de succès. Et sur les 15 % à 20 % de produits communs aux deux enseignes, nous passerions à 10 % de produits communs et 10 % de produits vendus exclusivement chez Tati ».

### **Nouvelles ouvertures de magasins envisagées**

M. Ginestet conserverait ainsi les deux systèmes d'achat différents ; il ne toucherait pas à la centrale d'achat de Tati à la Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Non content d'envisager un retour à l'équilibre, il envisage même d'ouvrir de nouveaux magasins Tati. « Pour être profitable, on ne peut pas rester sur 110 magasins, il en faut minimum 150. Et donc il faudra de nouvelles ouvertures », assure-t-il.

L'entrepreneur espère que l'autre offre actuellement publique, qui émane d'un consortium regroupant notamment La Foir'Fouille, Centrakor et Stokomani, sera considérée comme complémentaire à la sienne, de manière à sauver l'ensemble du groupe, et non comme concurrente. Car Tati n'est pas la seule enseigne à vendre, le groupe Eram ayant décidé de céder l'ensemble de sa filiale déficitaire Agora, qui regroupe aussi Giga Store, Degrif'Mania et Fabio Lucci (soit au total 145 succursales et 24 points de vente exploités en partenariat).

« *La valorisation de l'enseigne est très faible* », déplore Michel Resseguier, manager de transition nommé début 2017 à la tête d'Agora Distribution pour vendre les quatre enseignes. Tati, qui exploite 120 des 145 surfaces en vente, affiche des pertes de 65 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 345 millions sur son dernier exercice. En 2016, un premier mandat de vente avait été accordé à Natixis. Eram s'était ravisé faute de trouver un repreneur assurant la pérennité de l'enseigne. Son dirigeant assure aujourd'hui encore vouloir se concentrer sur les « *offres qui maintiennent le maximum* » des 1 700 emplois concernés. C'est ce critère qui les « *départagera* » et non pas l'aspect financier, assure-t-il.

Philippe Ginestet se juge déjà fort légitime sur le dossier, tant il est rodé aux méthodes des discounters. Il a créé GiFi il y a trente-cinq ans à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). L'enseigne exploite 528 magasins, emploie 6 500 collaborateurs et a généré 1,2 milliard d'euros en 2016 (clos au 30 septembre).

### **Résister face au néerlandais Action**

Le fondateur de GiFi devra, très probablement, améliorer encore son offre pour l'emporter face aux cinq autres candidats au rachat. Tous sont des enseignes bien établies, rompues au marché du discount. Parmi eux, figure le groupe Cargo, connu pour Centrakor, enseigne au développement fulgurant menée par Olivier Rondolotto depuis Toulouse (320 magasins aujourd'hui). Son concurrent Stokomani, chaîne à la tête de 350 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2015, est aussi fort ambitieux. Depuis 2012, son actionnaire, le fonds Sagard, développe à marche forcée cette enseigne fondée en 1971 par Maurice Namani, un ancien berger corse. Elle espère atteindre un réseau de 100 magasins dans l'Hexagone d'ici à 2020.

Ces candidats au rachat de Tati et consorts espèrent saisir l'occasion pour accélérer leur développement en France et résister au désormais redouté Action. Sous l'impulsion de son actionnaire, le fonds 3i, cette enseigne néerlandaise de déstockage a doublé de taille l'an dernier en France et y possède 220 magasins. Elle en exploite 884 en Europe. Les spécialistes du discount ont actuellement le vent en poupe sur le secteur des produits non alimentaires sur lequel les hypermarchés, concurrencés par la montée du commerce en ligne, ont commencé à réduire la voilure.

L'ensemble de ces offres seront présentées au personnel des enseignes mercredi 26 et jeudi 27 avril, précise M. Resseguier. La vente pourrait être effective peu avant l'été.

**Juliette Garnier et [Cécile Prudhomme](#)**

**LE FIGARO – 24/04/2017**

## **5 Le patron de LafargeHolcim quitte le groupe**



**Confirmant les informations du *Figaro*, le cimentier a annoncé ce lundi qu'Eric Olsen partirait le 15 juillet prochain, précisant néanmoins qu'il n'était «ni responsable, ni pouvant être considéré comme informé» des «actes répréhensibles» du groupe en Syrie.**

La crise qui couve depuis des semaines au sein de LafargeHolcim est proche de son dénouement. **Confirmant les informations du *Figaro***, le groupe a annoncé ce lundi le départ de son patron exécutif Eric Olsen. «[Il] partira le 15 juillet 2017, deux ans après son entrée en fonction en tant que PDG et assumant la responsabilité de la mise en oeuvre réussie de la fusion de Lafarge et Holcim», a détaillé le cimentier, **dans un communiqué**. À l'issue de l'enquête interne sur les soupçons de financement de Daech en Syrie, le cimentier a néanmoins **conclu que «Eric Olsen n'était ni responsable ni pouvant être considéré** comme informé des actes répréhensibles identifiés dans le cadre de cette enquête».

«Après deux années passées à la tête de LafargeHolcim, je suis fier de ce que nous avons accompli», a indiqué Eric Olsen, cité dans ce même communiqué. «Ma décision est guidée par la conviction qu'elle contribuera à apaiser les fortes tensions qui sont récemment apparues autour de la question de la Syrie. Bien que je n'ai été en aucune manière impliqué, ni même informé d'actes répréhensibles, je pense que mon départ contribuera à ramener de la sérénité à une société qui a été exposée depuis des mois sur ce sujet».

Selon nos informations, la décision se serait imposée à l'issue de la dernière réunion du conseil d'administration, par téléphone, jeudi dernier en fin de journée. Ces réunions menées à un rythme intense à la tête du groupe franco-suisse, constitué par la fusion de Lafarge et Holcim en 2015, ont été consacrées à **l'examen des soupçons de financement de Daech** qui pèsent sur l'ex-Lafarge. Le groupe français avait en 2013 et 2014 versé des commissions à des intermédiaires, évaluées à plusieurs centaines de milliers de dollars, de façon à pouvoir maintenir en activité son usine de Jalabiya en Syrie. Un site cerné par le conflit, que Lafarge a finalement dû abandonner en septembre 2014.

La révélation de cette affaire l'an dernier, notamment par une enquête publiée par *Le Monde*, a conduit le conseil d'administration de LafargeHolcim, et en particulier son comité d'audit présidé par Gérard Lamarche, représentant du groupe belge GBL (Albert Frère) actionnaire, à déclencher ses propres investigations. L'enquête a été confiée aux cabinets d'avocats américain Baker & McKenzie et français Darrois.

Toute la lumière n'a pas encore été faite sur les événements de l'époque, forcément complexe vu la situation qui régnait alors dans la région. La destination finale des fonds versés par Lafarge reste incertaine, une source n'excluant pas une forme «d'escroquerie». La suite de l'enquête sera réalisée par la justice française, qui a ouvert une information judiciaire, et qui sera destinataire du rapport réalisé par les avocats. Quoi qu'il en soit, le conseil d'administration du groupe a déjà conclu, début mars, à des méthodes inappropriées et inacceptables. Et planche sur les suites à donner à cette affaire que certains souhaitent d'autant plus vigoureuses qu'ils redoutent que la justice américaine puisse à son tour s'intéresser à cette affaire. Une perspective qui a du reste plaidé en faveur de la désignation d'un cabinet d'avocats américain dans ce dossier.

## **Prise de pouvoir**

Depuis, Eric Olsen, patron exécutif de LafargeHolcim depuis juillet 2015 était sous pression. Le franco-américain était en 2013 directeur des ressources humaines de Lafarge. Il a participé à des réunions téléphoniques concernant l'usine syrienne. Le rapport de Baker&McKenzie ne le mettrait pas en cause. Le conseil de LafargeHolcim considèrerait d'ailleurs qu'il n'a eu aucune responsabilité directe dans ce dossier, et devrait l'affirmer dans les prochains jours quand il communiquera sur le dossier.

Cette sortie fait des vagues, notamment chez certains actionnaires dont, affirment plusieurs sources, Nassef Sawiris. L'homme d'affaires égyptien n'aurait pas plaidé dans ce sens, tandis que

le Suisse Thomas Schmidheiny s'y serait rallié. Plusieurs administrateurs issus de l'ex-Lafarge, dont l'ancien PDG Bruno Lafont, ont déjà tiré leur révérence. «Les inquiétudes des administrateurs auront pour conséquence une prise de pouvoir par les Suisses», met en garde un observateur.

Reste à organiser la suite. Beat Hess, Président du Conseil d'administration devrait devenir Directeur général par intérim, jusqu'à la nomination d'un nouveau dirigeant. Le défi est de taille. Car Eric Olsen est poussé vers la sortie au moment où le groupe, leader mondial de son secteur, a surmonté les tensions initiales créées par la fusion, et a affiché d'excellents résultats pour 2016.

**Bertille Bayart**

## **∴ SOCIAL**

**LE PARISIEN – 23/04/2017**

### **6 Guyane : Un accord qui semble, pour l'instant, satisfaire tout le monde**



Cayenne (Guyane), vendredi soir. L'accord est signé entre le collectif Pou Lagwiyann Dékolé, les représentants de l'Etat et les élus guyanais.

**Paralysées depuis un mois, l'école, les entreprises et l'économie vont pouvoir reprendre dans le département d'outre-mer. Un accord de fin du conflit a été signé avec l'Etat. Explications.**

Les barrages sont peu à peu démontés à Cayenne et dans les autres villes de Guyane. Après plus d'un mois de tensions qui ont totalement paralysé la vie et l'économie, le département d'outre-mer — le plus grand de France — commence enfin à souffler. **Dans la nuit de vendredi à samedi, un accord a en effet été signé entre l'Etat, les élus et le collectif Pou Lagwiyann Dékolé (Pour que la Guyane décolle) qui pilotait la mobilisation.**

Début avril, le gouvernement avait déjà validé le déblocage de 1,1 Md€ pour répondre à des besoins urgents en matière d'éducation, de santé et de sécurité. **Mais pour le collectif, et de nombreux Guyanais qui étaient retournés dans la rue, cette enveloppe était loin de suffire.**

#### **«Examen prioritaire» des mesures supplémentaires**

Cette fois-ci, l'accord de Guyane semble mettre tout le monde d'accord. Du moins pour l'instant. L'Etat a en effet pris acte «de la demande de mesures supplémentaires» à hauteur de 2,1 Mds€ et s'est engagé, dans un communiqué, à ce qu'elles fassent l'objet d'un « examen prioritaire». Mais qu'est-ce que cela implique concrètement ? «Ces mesures additionnelles -- comme le raccordement de certaines communes à l'eau potable ou de nouvelles demandes de construction d'établissements scolaires -- doivent être analysées et chiffrées, explique-t-on dans l'entourage

d'Ericka Bareigts, la ministre des Outre-mer. Ensuite, à l'issue des discussions, une nouvelle enveloppe sera attribuée.»

Le hic : ce processus va prendre du temps. Les élus locaux et les membres du collectif devront donc reprendre le dialogue... avec le nouveau gouvernement. Rien ne dit qu'il sera aussi disposé à déboursier plus de 2 Mds€ dans le cadre d'un plan additionnel. «Nous faisons le pari que le prochain gouvernement sera attentif à répondre aux attentes des Guyanais», répond-on seulement au ministère.

### Ton plus musclé chez les 500 Frères

Une option juridique avait pourtant été mise sur la table par Erika Bareigts pour assurer le paiement de la nouvelle enveloppe en cas d'alternance politique. Mais le collectif n'en a pas voulu, car une telle opération obligeait à un étalement des fonds sur dix ou quinze ans. Inadéquat face à l'urgence de la situation, a estimé le collectif. «On a réussi à ce que le protocole paraisse au Journal officiel, se félicite malgré tout Davy Rimane, leader de la mobilisation. Maintenant, on pourra travailler avec ce document et aller en justice si on n'est pas satisfaits.»

Du côté du mouvement des 500 Frères, qui défilaient cagoulés pendant les manifestations, le ton est bien plus musclé : «Une fois que le prochain gouvernement sera en place, dès le premier jour, on va entrer en action, a asséné Olivier Goudet, l'un des membres. L'Etat nous doit 7 milliards et pas deux.» Les barrages pourraient alors rapidement réapparaître.

Aurélie Lebelle

## ::: PRÉSIDENTIELLE

LE FIGARO – 24/04/2017

### 7 Présidentielle : les résultats de chaque candidat département par département



Choisissez votre candidat, regardez là où il réalise ses meilleurs (et moins bons) scores. Abstention, évolution des suffrages des partis depuis 1981... Retrouvez tous les chiffres clés du premier tour de l'élection présidentielle.

**INFOGRAPHIE** - <http://premium.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/04/24/35003-20170424ARTFIG00016-presidentielle-les-resultats-du-premier-tour-en-cartes.php>

## 8 Emmanuel Macron prend une option ferme pour l'Élysée face à Marine Le Pen



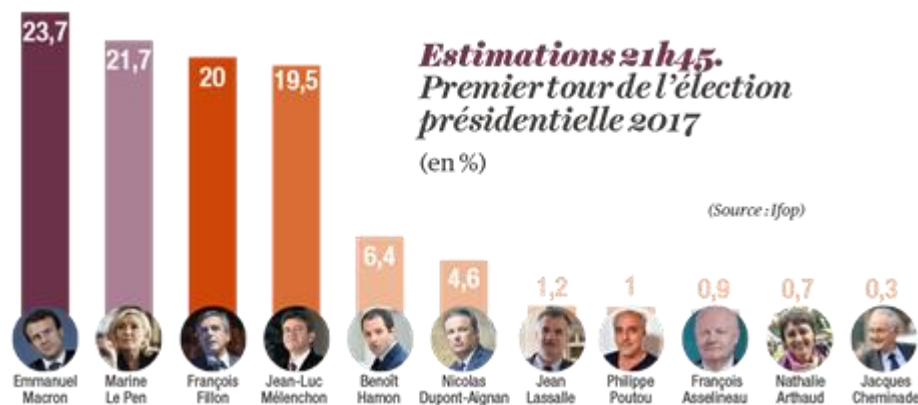
**Le candidat d'En Marche ! est donné en tête devant la présidente du Front national. François Fillon est éliminé et dépasse à peine Jean-Luc Mélenchon. La droite et les socialistes se préparent à une crise majeure.**

Emmanuel Macron est arrivé en tête du 1er tour de la présidentielle, avec un score estimé à 23,9% selon les résultats quasi-définitifs publiés lundi matin par le ministère de l'Intérieur (97% des bulletins dépouillés). Il affrontera au second tour Marine Le Pen, qui obtient 21,4%. Suivent François Fillon (19,9%), au coude-à-coude avec Jean-Luc Mélenchon (19,6%). Benoît Hamon enregistre à peine 6,4% et Nicolas Dupont-Aignan obtient 4,7%. Parmi les petits candidats, Jean Lasalle ne dépasse pas 1,2%, Philippe Poutou 1,1%, François Asselineau 0,9%, Nathalie Arthaud 0,7% et Jacques Cheminade 0,2%.

Le jour et la nuit. Les électeurs trancheront, dimanche 7 mai, entre deux candidats à la présidence de la République dont la personnalité, le parcours, le discours, le projet dessinent deux France diamétralement opposées. Bien au-delà, sans verser dans l'emphase, ils auront entre leur main l'avenir de l'Union européenne tout entière.

Dimanche soir, Emmanuel Macron est arrivé en tête du premier tour, avec presque 24 % des voix. Marine Le Pen sera son adversaire, qui termine deuxième, deux points et demi plus loin. C'est donc un match entre une France ouverte, qui brandit la bannière étoilée européenne aux côtés du drapeau tricolore, qui s'inscrit dans l'économie de marché et ne dédaigne pas le mot « libéral » pourvu qu'il s'accompagne du mot « social », et une France repliée derrière ses frontières censées « protéger notre pouvoir d'achat, notre sécurité, notre identité nationale » qui se jouera dans quinze jours. Un match entre « mondialistes » et « patriotes », pour reprendre les mots de la présidente du Front national, qui a souvent souhaité cette confrontation pour le deuxième tour de la présidentielle 2017. Mais **sans doute espérait-elle l'aborder dans une meilleure posture**, elle que les sondages ont longtemps donnée en tête au premier tour.

De ce duel, se dégage en tout cas un favori : Emmanuel Macron. **A 39 ans, jamais élu, inconnu des électeurs il y a trois ans, à la tête d'un mouvement politique encore inexistant il y a un an**, l'ex-ministre de l'Économie est en effet donné gagnant au deuxième tour contre la présidente du Front national par l'ensemble des sondages réalisés jusqu'ici – dont la plupart avaient bien laissé se profiler le nom et l'ordre des deux qualifiés. Qui plus est, sa première position lui confère une dynamique incontestable.



**Tremblement de terre à droite.** Le deuxième tour se tiendra sans François Fillon et Jean-Luc Mélenchon. Tous deux étaient dimanche en milieu de soirée au coude-à-coude entre 19,5 % et 20 %, même si l'ancien premier ministre décroche la troisième place. Son élimination est, quoi qu'il en soit, [un tremblement de terre pour la droite](#). Après sa primaire, fin novembre, celle-ci n'envisageait pas d'autre hypothèse qu'une alternance à son profit, tant François Hollande finissait honni son quinquennat.

Dès dimanche soir s'engageait, au sein des Républicains, un débat sur l'attitude à tenir au second tour. François Fillon lui-même expliquait publiquement qu'il voterait pour Emmanuel Macron. Alain Juppé était sur la même ligne tout comme François Baroin, Luc Chatel ou Nathalie Kosciusko-Morizet. Mais sur TF1, Laurent Wauquiez déclarait : « Je demande à ceux qui nous ont fait confiance de ne pas voter pour Marine Le Pen », sans aller plus loin.

Le score de Benoît Hamon, à peine supérieur à 6 %, annonce aussi [des lendemains douloureux pour l'autre grand parti dominant la vie politique depuis presque quarante ans : le PS](#), qui plus est parti du président sortant. Sa survie même est désormais menacée. La synthèse entre sociaux-démocrates et frondeurs, grand œuvre de l'ex-premier secrétaire du PS, semble désormais impossible.

Enfin, Nicolas Dupont-Aignan échoue sous le seuil des 5 %, non seulement symbolique mais aussi synonyme de remboursement des frais de campagne. Et aucun des autres petits candidats n'a réalisé la percée que tous avaient prophétisée.

**Olivier Auguste**

## LES ECHOS – 24/04/2017

### 9 Présidentielle : Macron part grand favori du second tour face à Le Pen



Marine Le Pen et Emmanuel Macron sont les deux finalistes à l'issue du premier tour de la présidentielle.

**+ VIDEO. Le candidat d'En marche a devancé la présidente du FN au premier tour de l'élection présidentielle. En éliminant les candidats LR et PS, les Français ont manifesté leur désir de renouveau.**

Un double « 21 avril ». Déjà hors norme, la 10<sup>e</sup> présidentielle de l'histoire de la Ve République s'est soldée, dimanche, par un premier tour inédit : l'élimination des deux grands partis traditionnels. La finale de la compétition opposera, le 7 mai, Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Plus que jamais favori du scrutin, le leader d'En marche a viré en tête avec près de 24 % des voix, selon l'estimation de l'institut Elabe à 22 h 30. Jamais un novice en politique n'avait réussi un tel exploit. La présidente du FN, elle, a obtenu quelque 21,8 %. C'est la deuxième fois que l'extrême droite se hisse en finale.

Dans les deux cas, mais dans des sens radicalement différents, c'est une nouvelle illustration de la volonté de changement des Français. « *On tourne clairement aujourd'hui une page de la vie politique française* », a réagi Emmanuel Macron. Une aspiration d'autant plus forte qu'un autre candidat « anti-système » et eurocritique, Jean-Luc Mélenchon, réalise une percée. Le porte-drapeau de La France insoumise, qui s'est dit « fier » mais a laissé percer son ressentiment, a fait quasiment jeu égal avec François Fillon, avec 19,3 %. Il y a cinq ans, il avait obtenu 11,1 %.

Le coup est rude pour François Fillon et - même s'il était plus attendu - pour Benoît Hamon . Empêtré dans les affaires, l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, à 19,9 %, n'a pas réussi à refaire son retard. Jamais la droite n'avait été privée de finale. « *Les obstacles mis sur ma route étaient trop nombreux, trop cruels. [...] Cette défaite est la mienne* », a dit François Fillon. « *Ce ne sont pas nos idées qui ont été battues* », a immédiatement souligné le vice-président du parti, Laurent Wauquiez, appelant à « *mettre le cap sur les législatives* » de juin.

### **L'opposition entre ouverture et fermeture**

Le candidat du PS est, lui, sous la barre des 7 %. Pris en tenaille entre le vote utile en faveur d'Emmanuel Macron et le vote identitaire en faveur de Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon perd plus de 20 points par rapport au score de François Hollande en 2017 (28,6 %). Et 10 points par rapport à Lionel Jospin en 2002 (16,2 %), lorsqu'il avait été privé de second tour. Cette contre-performance, inédite depuis 1969, signe l'échec d'un quinquennat aux allures - sur le plan politique - de champ de ruines. Et ouvre une période de crise pour le parti qu'il a dirigé pendant une décennie. « *C'est une très mauvaise fin pour le quinquennat* », soupire un proche du chef de l'Etat, qui évite toutefois un « scénario noir » : un duel Le Pen-Mélenchon.

Le second tour s'annonce très favorable à Emmanuel Macron. Si le FN a obtenu 4 points de plus qu'en 2002, son score est une véritable déception pour Marine Le Pen, qui rêvait de s'approcher des 30 % pour créer une dynamique. Et nombre de responsables de gauche (Benoît Hamon, Martine Aubry, Manuel Valls, Bernard Cazeneuve) et LR (François Fillon, Jean-Pierre Raffarin ou Gérard Larcher) ont déjà appelé à faire battre le FN. Les premiers sondages créditent le candidat d'En marche de plus de 60 % des voix au second tour. Mais le duel sera frontal. Au traditionnel clivage droite-gauche, succède, au second tour, un clivage entre les partisans de l'Union européenne et ceux qui veulent en sortir.

C'est l'opposition entre ouverture et fermeture - entre ceux que Marine Le Pen appelle les « mondialistes » et les « patriotes » - avec, d'un côté, une prééminence des classes moyennes et supérieures et des diplômés et, de l'autre, les classes populaires. Marine Le Pen a qualifié Emmanuel Macron d'« héritier de Hollande et des échecs de ce quinquennat ». L'ancien ministre a affiché sa volonté de « rassembler tous les Français » et a promis de « refonder » une « Europe qui protège ». Cela donne le ton de la campagne de l'entre-deux-tours. Une campagne sur fond de menace terroriste, après la mort d'un policier, jeudi, sur les Champs-Élysées.

**EN VIDEO. Présidentielle : la lecture économique de Dominique Seux //**

<https://www.lesechos.fr/elections/presidentielle-2017/0212005615242-presidentielle-macron-part-grand-favori-du-second-tour-face-a-le-pen-2081736.php>

**Pierre-Alain Furbury**

**LE PARISIEN – 24/04/2017**

## **10 Emmanuel Macron, l'ennemi dont Marine Le Pen rêvait**



**La candidate du Front national a fait d'Emmanuel Macron sa cible prioritaire. Elle compte aller chercher le favori sur le terrorisme.**

Le léger coup de mou observé durant les dernières semaines de sa campagne n'y aura rien changé : Marine Le Pen décroche — comme attendu — son ticket pour le second tour. Mais pas question, pour autant, de lever le pied et de savourer... La candidate frontiste sait bien que la dernière marche pour l'Elysée est encore haute. Très haute. Dès dimanche soir, elle peaufinait donc sa stratégie pour affronter Emmanuel Macron.

Les sondages lui prédisent, pourtant, une cuisante défaite face au leader d'En Marche ! Mais elle n'en a cure. A ses yeux, Emmanuel Macron est la preuve que sa théorie sur l'inévitable disparition des partis traditionnels se vérifie. Tout comme serait inévitable l'affrontement entre les « patriotes » (c'est-à-dire les frontistes) et les « mondialistes » (les partisans de l'ancien ministre de l'Economie). Depuis des mois déjà, elle cogne sur lui, le taxant de représentant du « système ». Un système justement qu'elle promet de mettre à terre.

Et pour écorner l'image de présidentiable que Macron essaie de se construire, elle a déjà un angle d'attaque tout trouvé : la lutte contre le terrorisme. Un sujet brûlant quatre jours après l'attaque des Champs-Élysées qu'elle compte bien agiter durant l'entre-deux-tours. « Il était un peu inquiétant le soir du débat après l'attaque. Il a quand même beaucoup de faiblesses sur les questions sécuritaires », juge Philippe Olivier, beau-frère de la candidate, en charge de la cellule idées-image du FN, en guise d'avant-goût des arguments que sa candidate va déployer. Quant au programme économique de Macron, jugé très libéral par les frontistes, il sera évidemment pilonné. Rien d'étonnant de la part de celle qui espère récupérer une partie non négligeable de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon : « Les plus protestataires en tout cas, ceux qui veulent mettre à bas le système », anticipe Philippe Olivier.

### **Compromis**

Marine Le Pen n'est toutefois pas à un grand écart près, car elle espère aussi rallier à elle les électeurs de droite, mais aussi certains élus LR après la défaite de leur champion François Fillon. « Certains nous ont déjà assuré qu'ils allaient appeler à voter pour nous », assène Jérôme Rivière, ex-UMP, investi dans le Var sous les couleurs frontistes. Des circonscriptions ont même été gelées en vue d'accueillir d'éventuels nouveaux venus de droite pour les législatives.

Marine Le Pen serait même prête, à en croire son entourage, à faire des compromis sur certaines de ses propositions pour faire venir à elle de nouveaux soutiens. Elle s'attend, en tout cas, à un entre-deux-tours très mouvementé. Relativement épargnée par ses adversaires jusqu'à présent, elle sait qu'elle va concentrer toutes les attaques dans les deux semaines qui viennent. Même si elle table sur des manifestations nettement moins imposantes que celles de 2002 : plus d'un million de personnes avaient alors défilé contre son père Jean-Marie Le Pen. Un front républicain, même à reculons, tout comme l'aversion qu'elle continue de susciter auprès d'une frange très importante des électeurs pourraient bien lui porter le coup fatal le 7 mai au soir.

Pour galvaniser ses troupes, Marine Le Pen tiendra un meeting à Nice jeudi, et le traditionnel 1er Mai se déroulera à Villepinte. Elle multipliera également les déplacements pour occuper le terrain. Pour elle, tout reste encore à faire.

### **La manif antifasciste dégénère à Paris**

Environ 400 jeunes «antifascistes» et «anticapitalistes» ont manifesté, dimanche soir, à Paris contre Marine Le Pen et Emmanuel Macron. Le rassemblement à la Bastille a dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre. Des bouteilles et des pétards ont été lancés sur les policiers, qui ont riposté. Deux jeunes ont été blessés, dont une adolescente de 15 ans, souffrant de plaies au visage et au cou après une charge des CRS. Des groupes de gens vêtus de noir se sont ensuite dispersés dans l'Est parisien, poursuivis par la police. Ils ont cassé des vitrines de banque, arraché des panneaux électoraux, brûlé une voiture... Plusieurs personnes ont été interpellées.

**VIDEO. Pour Marine Le Pen, «le grand débat va enfin avoir lieu» :**

<http://www.leparisien.fr/elections/presidentielle/video-emmanuel-macron-l-ennemi-dont-marine-le-pen-revait-24-04-2017-6883104.php>

**Valérie Hacot**

**LE JDD – 23/04/2017**

## **11 Le Parti socialiste au bord de la scission**



Benoît Hamon, vendredi à Carmaux devant la statue de Jean Jaurès.

**Le score de Benoît Hamon au premier tour de la présidentielle - 6,3% selon les estimations de l'Ifop -, le pire de l'histoire du PS, promet des lendemains difficiles, sinon insurmontables, au Parti socialiste.**

La vieille maison socialiste est-elle en train de s'effondrer? Aux murs, les tableaux empoussiérés de Jaurès, Blum et Mitterrand sont encore accrochés. Mais sous le toit centenaire, la cohabitation est devenue impossible. Les lendemains de premier tour s'annoncent violents. Avant même

l'annonce des résultats - [Hamon est 5e, avec 6,3% des suffrages selon l'Ifop](#) -, les règlements de compte avaient débuté. Ils se poursuivront lundi matin lors du bureau national du PS. "Le schisme est inévitable", prédit, en privé, Christian Paul, l'un des soutiens de [Benoit Hamon](#). "Il va être compliqué de co-exister avec les saboteurs de notre campagne", confirme un intime du candidat. Les proches d'Hamon sont convaincus d'avoir, malgré tout, mené une belle campagne. Ils sont persuadés d'avoir semé des thèmes qui demain permettront une bien meilleure récolte.

Reste qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir imposer leur ligne dans le parti. Ce n'est pas le score de la présidentielle qui va les y aider. Et, s'ils ont gagné la primaire, rien ne dit qu'ils remporteraient le congrès qui statutairement doit se dérouler dans les six mois suivant la présidentielle. Le corps électoral n'est pas le même, et tout le monde reconnaît à Jean-Christophe Cambadélis un talent certain dans les manœuvres d'appareil...

### **"Cela fait longtemps que nous n'avons plus grand chose à faire ensemble"**

Preuve que la situation est grave, l'entourage d'Hamon est incapable de dire aujourd'hui si leur aventure de refondation du logiciel socialiste aura lieu dans ou hors les murs. "Nous n'avons pas d'attachement fétichiste au parti", glisse un cadre de la campagne. D'autant qu'après un quinquennat de défaites électorales, une question se pose : l'étiquette socialiste est-elle toujours si enviable? Si indispensable? Tous n'en sont pas convaincus. "L'étiquette socialiste est pourrie parce qu'elle est associée à Manuel Valls et à François Hollande. Mais une fois que l'élection est passée, c'est une nouvelle histoire qui commence", nuance un hamoniste en milieu de semaine.

De l'autre côté du spectre socialiste, on estime que c'est Hamon le saboteur. Que c'est lui et les frondeurs qui ont pourri le quinquennat. "Cela fait longtemps que nous n'avons plus grand chose à faire ensemble. Comment peut-on avoir le quinquennat que l'on a eu, la campagne que l'on a eue et rester dans le même parti?", se demande, en privé, le ministre vallsiste Jean-Marie Le Guen. "Revitalisation du PS, transformation ou explosion? Toute personne qui peut y répondre dès maintenant est soit un débile, soit un visionnaire. Mais si le PS de demain, c'est défendre le revenu universel et le shit pour tous, on sera 80% à ne plus rien avoir à y faire", menace un vallsiste du premier cercle.

C'est donc un cycle qui s'achève, celui ouvert par le congrès d'Epinay en 1971, où François Mitterrand, deux ans après la débâcle de 1969 et les 5% du candidat de la SFIO, avait su relancer la machine, en réunissant les différentes familles socialistes. Aujourd'hui, après une évolution sociale-démocrate, voire sociale-libérale, jamais totalement assumée et camouflée par des années de "synthèse molle" façon François Hollande, la vieille maison est devenue une pétaudière. Deux lignes s'affrontent. Elles semblent plus irréconciliables que jamais. Une ligne sociale-libérale, compatible avec Macron et une ligne écolo-socialiste, qui n'est pas sans accointance avec les idées de Mélenchon.

### **Quel chef de file pour les législatives?**

Le risque d'explosion existe donc. Mais la perspective des législatives devrait la retarder. S'ils veulent avoir une chance de sauver les meubles, les socialistes n'ont-ils pas intérêt à poser, pour un temps, un voile pudique sur leurs divisions? "C'est après les législatives que les questions vont se poser", abonde un ministre. Il y aura tout de même une première bataille pour savoir sur quelle ligne politique sera conduite la campagne des législatives. Et par qui. Par Hamon? Par Le Foll? Par Cazeneuve? "Il y aura besoin d'un engagement très fort de Cazeneuve. Il est à la fois consensuel et fort. Nous sommes dans un moment où nous aurons besoin de personnalités comme cela", estime un ministre qui votera pourtant Hamon. Et que fera Cambadélis, qui a su rester très discret pendant cette campagne? "Jean-Christophe, ça fait longtemps qu'il a le cul entre deux chaises. Il va bien falloir qu'il en choisisse une", critique un pilier de l'aile droite du parti.

Un haut dirigeant du PS, vieux routier de l'appareil et pourtant habitué à la synthèse, redoute l'après législatives : "Le 18 juin, il n'y aura qu'un seul groupe socialiste à l'Assemblée. Mais six mois plus tard, je n'en sais rien. On est parti pour des années de bordel..."

David Revault d'Allonnes et Arthur Nazaret

## L'OPINION – 24/04/2017

### **12 La défaite de François Fillon fait plonger la droite dans le chaos**



**Le candidat de LR est évincé du premier tour. Jusqu'au bout, sa campagne aura été difficile. Pour son camp, les jours qui viennent seront agités**

Avec un score légèrement inférieur à 20 % selon les premières estimations, François Fillon ne parvient pas à se qualifier pour le second tour. Les grandes manœuvres vont commencer à droite. Un comité politique de LR est programmé dans la matinée de ce lundi et un bureau politique en fin de journée.

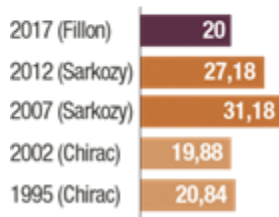
La veille, il a tenu meeting à Toulon. Ce soir, ce sera à Ajaccio. Ce samedi 1<sup>er</sup> avril, François Fillon est à l'aéroport de Marseille afin de rejoindre l'île de Beauté. Une femme vient l'accoster. « Vous me déprimez Monsieur », lui dit-elle. Dans son ton, il n'y a aucune agressivité. Plutôt une certaine tristesse. Le candidat de la droite lui propose de prendre un café et de discuter. « Non, je n'ai pas envie », rétorque-t-elle, avant de s'éloigner.

Combien de fois François Fillon a-t-il eu à affronter de telles scènes ? Après son triomphe à la primaire de la droite et du centre le 27 novembre, cette élection présidentielle devait être pour l'ex-Premier ministre une formalité. Elle a été une monstruosité. À l'issue du premier tour, il est éliminé du premier tour avec un score avoisinant les 20 %. Pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République, la droite ne verra pas son candidat figurer au second tour. C'est un séisme.

Pour François Fillon, il est aisé de dater à quel moment le sol s'est effondré sous ses pieds. C'est le 24 janvier, en fin d'après midi. Dans son édition du lendemain, *Le Canard Enchaîné* révèle que son épouse, Penelope, a bénéficié de deux emplois présumés fictifs, l'un en tant qu'assistante parlementaire, l'autre à *La Revue des Deux Mondes*, propriété de son ami Marc Ladreit de Lacharrière. L'information embrase déjà toute la campagne ; chacun sent bien que quelque chose de décisif se joue. Aux alentours de 20 heures, Bruno Le Maire et Thierry Solère descendent ensemble au parking du QG filloniste pour récupérer leur voiture. « C'est quand même embêtant cette affaire », s'inquiète le représentant du candidat pour les affaires étrangères. « Surtout pour Fillon. C'est comme si c'était toi qui avais gagné la primaire et qu'on découvrait que tu n'avais pas le bac ! », rétorque Thierry Solère à son ami normalien, agrégé de lettres et énarque. [Le député des Hauts-de-Seine, qui a le titre de porte-parole](#), fait allusion au fait que François Fillon a fait de la probité un des axes de sa campagne lors de la primaire.

**François Fillon**  
*(63ans)*  
**Les Républicains**

Résultats de la droite  
républicaine à l'élection  
présidentielle depuis 1995,  
en %



\*ESTIMATION IFOP A 20H

« **Capacités manœuvrières** ». Un mois plus tard, Bruno Le Maire et Thierry Solère démissionneront spectaculairement de leur poste auprès du candidat et se mettront en retrait de sa campagne. Entre-temps, les révélations se sont enchaînées. Les intentions de vote en sa faveur se sont effondrées. [A deux reprises, une partie de la droite tentera même de débrancher son candidat](#). Mais François Fillon résistera. « Vous pensez que Juppé fera mieux que moi ? », demande-t-il aux siens. « Il a montré des capacités manœuvrières considérables », conclura Nathalie Kosciusko-Morizet.

A la mi-mars, l'ex-Premier ministre essaie de se relancer en mettant en avant ses propositions – elles parlent à la droite – et son expérience – c'est une vraie différence avec Emmanuel Macron, 39 ans. Ses soutiens développent un drôle d'argument pour défendre un candidat qui se veut l'héritier gaulliste : « Si vous ne voulez pas voter pour l'homme, votez pour son projet. » Cela ne prendra jamais vraiment. Tout reste inaudible. Depuis le début de février, l'institut de sondage Ifop interroge chaque semaine les Français sur leurs sujets de conversation. La tête du classement ne variera jamais : la mise en cause de François Fillon pour les emplois présumés fictifs de son épouse occupera toujours la première place.

**Don Draper**. Au fond, pour le candidat, mis en examen le 14 mars pour détournement de fonds publics, les affaires n'ont pas été une brisure. Cela a été bien plus grave. Cela a tout stoppé net. Lorsqu'il était à Matignon, l'hebdomadaire *Elle* avait trouvé des airs de Don Draper, le héros de la série *Mad Men*, au locataire de Matignon. Le publicitaire de Manhattan est un brun chic et charmeur. C'est aussi un homme au passé mystérieux et la personnalité torturée. En ce printemps électoral, beaucoup – y compris parmi ses plus proches – découvrent que la ressemblance de Don Draper avec François Fillon n'est pas que physique.

« Je pensais que c'était une famille comme la mienne », lâche François Bayrou, qui tombe de l'armoire. Le maire de Pau pensait bien connaître le Sarthois : interlocuteurs réguliers, ils sont tous les deux attachés à leurs racines rurales. Dans son bureau de la rue de Miromesnil, Nicolas Sarkozy ne dit rien mais il n'en pense pas moins. Combien de fois a-t-il affirmé que son ancien Premier ministre avait une part « dissimulée » ?

Don Draper n'ira pas à l'Elysée. La droite, elle, plonge dans le chaos. Dès 20 heures, les consignes de vote à donner pour le second tour n'ont pas été tout à fait les mêmes. « Je voterai évidemment pour Emmanuel Macron », a déclaré François Baroin. « Sans hésiter je soutiens E. Macron dans son duel avec le FN qui conduirait la France au désastre. J'appelle les Français(es) à faire de même », a tweeté Alain Juppé. Nathalie Kosciusko-Morizet a indiqué qu'elle « ferait voter pour » le leader d'En Marche !. Laurent Wauquiez lui tenait un discours différent et dénonçait un « discours de mouton de Panurge » : « Je demande à ceux qui nous ont confiance de ne pas voter pour Marine Le Pen. »

**Bureau politique.** Un comité politique des Républicains est programmé ce lundi matin. Un bureau politique aura lieu en fin d'après-midi. Une seule ligne pourra-t-elle être arrêtée ? Qui mènera la campagne des législatives de juin ? Alors que la présidence du parti sera remise en jeu à l'automne, LR résistera-t-il ?

« Je voterai en faveur d'Emmanuel Macron », a déclaré lui François Fillon. « Les obstacles mis sur ma route étaient trop nombreux, trop cruels », ajouta le candidat. Sans dire un mot de ce qu'il ferait à l'avenir.

**Ludovic Vigogne**

**LE POINT – 24/04/2017**

### **13 Jean-Luc Mélenchon, l'éternel quatrième**



L'ambition du tribun de La France insoumise : devenir le « dernier président de la Ve République »

**Malgré ses hologrammes et son don d'orateur, le candidat de La France insoumise finit, encore, quatrième. Mais les législatives pourraient tout changer...**

Comme en 2012, le frisson était là. Mais comme en 2012, [Jean-Luc Mélenchon](#) a échoué aux portes du second tour. Il y a cinq ans, son projet de VIe République n'avait finalement convaincu que 11,1 % des suffrages au premier tour, « Le plus grand bonheur dans une vie de militant », dira-t-il. Cette fois, il dépasse les 19 %, mais reste l'éternel quatrième. Un quatrième dont le refus de donner des consignes de vote, et même de préciser son choix personnel, laisse son électorat orphelin à la veille de ce deuxième tour historique, ayant vu l'élimination aussi bien du **PS** que des Républicains. L'histoire s'est bel et bien écrite, mais, encore une fois, sans lui...

#### **Une image peaufinée**

Ses talents d'orateur et son [image revue et corrigée dans les moindres détails avec Sophia Chikirou](#) devaient pourtant lui permettre de faire mouche. Le credo de cette ancienne membre du bureau national du PS, inspirée par Mélenchon : « Les médias sont les chiens de garde du système, donc nous les évitons. » Exit la cravate rouge, place à la pseudo blouse d'instituteur de la IIIe République. Les coups de colère ont été remplacés par des hologrammes. Il se saisit avec brio de l'air du temps et surtout d'un nouveau canal de communication direct avec les électeurs de tous âges : Internet.

Sa chaîne YouTube, qui compte plus de 300 000 abonnés et sur laquelle il peut aussi bien partager son opinion sur l'actualité que parler des heures durant de son programme, a battu des records d'audience. Un sans-faute en communication, par ces temps connectés où règnent sans partage l'instantanéité et le culte de la petite phrase. Son positionnement ? Être le Bernie Sanders français, le trublion senior, celui qui ose dire la vérité au peuple, aux jeunes, aux ouvriers, mais dont la culture et l'expérience rassurent. Au point de séduire aussi bien [Édouard Baer](#) ou Darroussin que [Danny Glover](#), [Noam Chomsky](#) ou encore... Pamela Anderson.

## Une campagne au long cours

Sa campagne, cet excellent orateur l'a commencée il y a plus de deux ans, l'annonçant dès 2015, avec son propre mouvement, La France insoumise, lancé sans le soutien du Parti de gauche ni du PC. Dans cette campagne, ce sont aussi ses formules qui font mouche. Quant au programme de cet amoureux de Robespierre, chatouilleux défenseur de la laïcité, il séduit des plus jeunes, tendance Nuit debout, aux plus âgés, parvenant même à accomplir l'exploit d'arracher [une partie de l'électorat ouvrier à un autre front, celui de Marine Le Pen](#). Adeptes d'un « programme commun du peuple », il se présente comme « le candidat de l'égalité et de la justice sociale ». « Fier d'être le tribun du peuple », il prône le « démagisme » théorisé dans son ouvrage *Qu'ils s'en aillent tous !* dès 2010. Un discours antisystème qui n'est pas sans rappeler celui de sa pire ennemie, Marine Le Pen.

Mais le regard porté par certains observateurs sur celui qui ne renie ni Castro ni Chávez [est parfois impitoyable](#). Ainsi [dans nos colonnes](#), celui de Pierre-Antoine Delhommais : « Malgré sa passion pour YouTube et les hologrammes, la France que vénère M. Mélenchon, c'est celle de la fin du XIXe siècle, de *Germinal*, des mines et des grands combats ouvriers. Et si lui-même semble s'être adouci avec l'âge et être devenu un peu moins agressif et haineux, on ne peut pas en dire autant de ses idées économiques, mélange détonnant d'ultrakeynésianisme, de malthusianisme et de marxisme. Le même, à peine remanié, que celui de la gauche de mai 1981. »

## Un enfant du trotskisme

Il faut dire que l'eurodéputé, qui aura passé 30 de ses 45 années de vie politique au PS, [et se défend aujourd'hui d'être d'extrême gauche](#), doit au lambertisme son entrée en politique. Comme tant d'autres, d'ailleurs réunis il y a trente ans sur une photo devenue célèbre autour de Michel Rocard, il y a quelques décennies... Après avoir rejoint l'Unef au lendemain de mai 68, celui qui est né en 1951 au Maroc d'un père receveur des PTT et d'une mère institutrice adhère à l'OCI dès l'université. C'est ainsi qu'il participera notamment au combat des ouvriers de Lip, à Besançon. Était-ce de l'entrisme, ou un réflexe anticommuniste propre aux enfants du trotskisme ? C'est en tout cas le PS qu'il rejoint en 1976, dans ce Jura qu'il aime tant encore aujourd'hui, enthousiasmé par François Mitterrand.

## Plus jeune sénateur de France

Il entre en maçonnerie en 1983, puis deviendra surtout le plus jeune sénateur de France en 1986. La même année qu'un certain... Gérard Larcher. Il n'a alors que 35 ans, mais son mentor d'alors, Claude Germon, maire de Massy et successeur de Pierre Juquin à l'Assemblée, lui offre l'élection sur un plateau, après lui avoir fait gravir un à un les échelons locaux du parti : conseiller municipal PS puis conseiller général... « Je suis pourri d'ambition », déclarait-il alors, dans *Libération*... Il restera deux décennies sous les ors du palais du Luxembourg.

Mais sa véritable ambition n'est pas là, ni dans le fait de devenir ministre, bien qu'il l'ait été de 2000 à 2002, au sein du gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin. Non, son rêve était d'être premier secrétaire du PS. Mais Mélenchon, qui a cocréé le courant Gauche socialiste avec Julien Dray en 1988, puis le Nouveau Monde avec Henri Emmanuelli en 2002, n'y parviendra jamais. [Il gardera même à ce sujet une rancune tenace à l'encontre de... François Hollande](#). « Évidemment, un accord avec Hollande ou rien, c'est pareil. Il ne tient jamais ses paroles, déclarait-il en 2009. Je lui ai dit que je ne le lui pardonnerai jamais, et je ne le lui ai jamais pardonné. » Mais ce n'est qu'en 2008, après la victoire de Martine Aubry au congrès de Reims, que Jean-Luc Mélenchon rompt avec le PS. Il fonde le Parti de gauche, puis s'allie avec le PCF en vue des élections européennes de juin 2009.

## Objectif législatives

Et maintenant ? Que vont faire les orphelins de La France insoumise ? S'abstenir ? Voter Le Pen par protestation, en tablant sur son incapacité à disposer d'une majorité à l'Assemblée pour gouverner ? Juste après l'annonce des résultats, le naturel reprenant un instant le dessus, le tribun du peuple a retrouvé ses accents de 2012 pour railler « les médiocrates et les oligarques qui jubilent ». Mais après la défaite historique du PS, Jean-Luc Mélenchon a en fait, désormais, les yeux braqués sur les législatives. Et le gouvernement, sans doute, d'ouverture d'Emmanuel Macron devrait constituer pour lui une cible idéale. À 66 ans, le leader de La France insoumise deviendra-t-il enfin, comme il en rêve depuis des décennies, le nouveau centre de gravité de la recomposition de la gauche ?

## **::: INTERNATIONAL**

**LES ECHOS – 24/04/2017**

### **14 Brexit : les Européens accordent leurs violons pour entamer les négociations**



Les tractations autour du Brexit entrent, cette semaine, dans le vif du sujet. Selon des fuites de presse, les Européens n'ont aucune intention de faire de cadeau à Londres.

**Plusieurs réunions sont prévues cette semaine, en vue du sommet de samedi. A ce stade, les Vingt Sept semblent converger vers une posture de fermeté sur plusieurs points clefs.**

Les [tractations autour du Brexit](#) vont entrer, cette semaine, dans le vif du sujet. Au cours d'une série de réunions qui se termineront, samedi, par un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, les Vingt-Sept pays qui vont se retrouver assis sur le même banc face au Royaume-Uni vont devoir affiner leur position afin de présenter les orientations qu'ils entendent suivre, collectivement, durant la négociation à venir. Le but étant de s'entendre sur un texte et de pouvoir s'en tenir, lors du Conseil européen de samedi, à Bruxelles, « *à une rencontre au format court permettant de bien illustrer l'unité des Vingt-Sept* », explique un diplomate.

Ce lundi, ce sont les sherpas des chefs d'Etat qui vont se réunir pour aborder l'ensemble des sujets de manière concrète. Puis, jeudi à Luxembourg, c'est au niveau ministériel que seront reprises les discussions, le but étant d'arriver à une déclaration que les chefs d'Etat et de gouvernement parapheront deux jours plus tard. Entre-temps, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, se sera rendu à Londres, mercredi, pour [rencontrer Theresa May](#) . Une rencontre importante car même si ce sont les Etats membres qui vont avoir le dernier mot sur les négociations, la Commission aura un rôle déterminant, puisque c'est elle qui pilotera les pourparlers, via son négociateur en chef, Michel Barnier. Lequel [accompagnera Jean-Claude Juncker à Londres](#) .

A en croire des fuites de presse, les Européens n'ont aucune intention de faire de cadeau à Londres. Le document de travail de la Commission, notamment, qui esquisse ce que pourrait être

le mandat de Michel Barnier une fois qu'il aura reçu l'aval des Etats membres, le 22 mai prochain, est très ferme sur plusieurs principes.

D'une part, les Européens se montrent déterminés à faire payer à Londres l'ensemble de la facture de son départ. Cela inclut, d'abord, les engagements auxquels le pays a souscrit en tant que membre de l'Union, pour un montant qui pourrait s'établir entre 50 et 60 milliards d'euros, même si aucun chiffre officiel n'a été avancé. « *Lorsqu'on paye une tournée, si on quitte la fête, on règle ce qu'on doit* », résumait la porte-parole de la Commission, Mina Andreeva, vendredi, répétant une métaphore déjà utilisée à Bruxelles. Cela pourrait aussi inclure les coûts liés au départ du Royaume-Uni, comme ceux induits par le déménagement des deux agences européennes installées outre-Manche (Agence du médicament et Autorité bancaire). Ce qu'un diplomate justifie par le fait qu'il est logique de « *remettre les choses en ordre lorsqu'on s'en va* ». Sur ce sujet, note toutefois une source proche des débats, « *il est clair que la France a une approche plutôt maximaliste, quand des Etats comme les Pays-Bas notamment semblent plus ouverts à une logique de compromis* ». Le tout pourrait être payé en plusieurs années, mais en euros, afin de prémunir l'Union européenne contre le risque de dépréciation de la livre sterling.

L'autre point épineux pour Londres, et sur lequel les Européens présentent une posture de fermeté, concerne le statut futur des Européens en Grande-Bretagne et des Britanniques sur le Continent. Bruxelles entend organiser la discussion autour d'un principe simple mais ambitieux : préserver, à vie, l'intégralité des droits de ces personnes et de leurs familles. Ce qui impliquerait, notamment, de maintenir très longtemps, sur ces sujets, la supervision juridique de la justice européenne, honnie par les partisans du Brexit.

### **Libre-échange : Trump préférerait l'UE**

Il est possible que l'administration Trump préfère l'Union européenne pour négocier un accord de libre-échange avant d'entamer des discussions avec Londres écrit le « Times ». La chancelière allemande a convaincu le président américain que les discussions avec l'UE seraient moins compliquées que prévu, et qu'il serait possible d'avancer sur ce dossier avant que Londres ne soit en mesure de négocier ses propres accords. Une autre mauvaise nouvelle pour la Grande-Bretagne est venue des ventes au détail, en recul de 1,4 % au premier trimestre par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2016.

**Gabriel Grésillon**

## **LES ECHOS – 24/04/2017**

### **15 Washington maintient la pression sur Téhéran**



L'actuel président Hassan Rohani n'est pas en position de force pour affronter les candidats conservateurs à la présidentielle du 19 mai.

## La Maison-Blanche estime que l'Iran ne respecte pas « l'esprit » de l'accord sur son nucléaire, à un mois de la présidentielle iranienne.

L'Iran ne respecte pas « *l'esprit* » de l'accord international sur son programme nucléaire, a estimé Donald Trump, le président américain, vendredi. Sans pour autant annoncer son intention de le dénoncer, alors que cela figurait parmi ses promesses de campagne. Mercredi, Washington avait pourtant reconnu que Téhéran appliquait à la lettre ses engagements pris en vertu de l'accord nucléaire signé avec Washington, Moscou, Pékin, Londres, Berlin et Paris en juillet 2015. Mais cela ne suffit pas, puisque cet accord précisément « *n'a pas atteint ses objectifs* », à savoir un Iran dénucléarisé, a fait valoir Rex Tillerson, le chef de la diplomatie américaine,

Par ces déclarations contradictoires, Washington cherche visiblement à intimider Téhéran sans tout casser pour l'instant. François Colcombet, président de la Fondation d'études pour le Moyen-Orient estime que « *sans déchirer l'accord, le département d'Etat indique que la manière de l'appliquer sera peut-être différente* ».

Pour profiter pleinement de la levée des sanctions multilatérales prévue par l'accord international, Téhéran a, en effet, besoin que Washington adoucisse ses positions. L'Iran est toujours privé de facto de financements en dollars en raison de sanctions bilatérales américaines pour ses atteintes avérées aux droits de l'homme et son programme balistique. Un test de missile en février a d'ailleurs poussé Washington à imposer des sanctions additionnelles contre 25 entreprises iraniennes liées notamment au corps des Gardiens de la révolution islamique. Donald Trump aura la lourde responsabilité, en juin, de renouveler ou pas la levée des sanctions multilatérales instaurées par Barack Obama aux derniers jours de son mandat. S'il ne le fait pas, l'accord de juillet 2015 serait caduc.

### Six candidats validés par le Conseil des gardiens

Autre échéance clef d'ici là, l'élection présidentielle, le 19 mai, en Iran, dont la campagne a commencé vendredi. Le président sortant, Hassan Rohani, réputé modéré, fait partie de la liste des six candidats validés, ce jour-là, par le Conseil des gardiens. Il ne sera pas en position de force pour affronter les candidats des conservateurs Ebrahim Raissi, un religieux de cinquante-six ans réputé membre du « comité de la mort » chargé de superviser l'exécution de plus de 4.000 opposants en 1988, ou le maire de Téhéran, Mohammad Bagher Ghalibaf. Ce dernier, arrivé second lors du scrutin de 2013, critique durement Hassan Rohani.

Le président en exercice, qui ne trouvera pas sur son chemin l'ancien chef de l'Etat, Mahmoud Ahmadinejad, invalidé vendredi, ne peut pas se targuer d'un bon bilan économique, hormis d'avoir maté l'inflation ramenée aux alentours de 10 %. Le chômage demeure élevé, les revenus moyens stagnent bien que le pays puisse désormais exporter son pétrole librement. Les investisseurs étrangers s'intéressent à ce marché de 78 millions d'habitants impatients de [consommer](#), mais demeurent rebutés par la bureaucratie et la corruption.

En tout état de cause, le futur président demeurera un vassal du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, chargé d'assurer la suprématie du religieux et qui, selon un analyste iranien, préférerait l'élection d'Ebrahim Raissi.

**Yves Bourdillon**

**LE JDD – 23/04/2017**

## 16 Venezuela, quinze mois d'un conflit sans fin



Depuis une semaine, chaque manifestation est l'occasion d'affrontements, parfois mortels, entre opposants et militaires.

**DECRYPTAGE - Plongé dans une crise politique et économique depuis début 2016, le Venezuela connaît un regain de tension et des violences qui ont fait 20 morts en trois semaines.**

Pourquoi rien ne change au [Venezuela](#)? Depuis début 2016, le pays est plongé dans une profonde crise politique et économique. Les troubles n'ont jamais cessé même si, depuis trois semaines, la tension est montée d'un cran. Avec la décision, le 29 mars dernier, de la Cour suprême de priver de leur immunité les députés d'opposition vénézuéliens, un verrou a sauté et la colère s'est déversée dans les rues de Caracas, la capitale. Au pouvoir, le président Nicolas Maduro, de plus en plus isolé au sein de la communauté internationale, s'accroche. Retour sur quinze mois de crise continue.

### **Une crise larvée depuis la mort de Chavez**

5 mars 2013 : Hugo Chavez meurt. Son ancien vice-président Nicolas Maduro est élu à sa succession avec tout juste 50,66% des voix. Il doit aussitôt combattre une opposition politique déterminée. Un mouvement étudiant débute, certains jeunes sont emprisonnés pour raisons politiques. Le 15 février 2014, [une manifestation géante](#), menée par un collectif de mères d'étudiants arrêtés, marque le début d'un conflit larvé. Caracas, la capitale vénézuélienne, voit défiler les pro ou anti-Maduro chaque semaine. Les manifestants axent leur mobilisation autour de deux thèmes : la vie chère et la violence inhérente au pays depuis des années. Des heurts éclatent courant mars 2014, [18 personnes perdent la vie](#). Nicolas Maduro réussit à maîtriser la situation [en faisant arrêter plusieurs responsables de l'opposition](#), dont le maire de Caracas Antonio Ledezma.



Nicolas Maduro n'a pas réussi à reprendre le flambeau du chavisme.

### **L'émergence d'un contre-pouvoir politique**

L'opposition au chavisme, [emmenée par Henrique Capriles](#), remporte les élections législatives de décembre 2015, [prenant les commandes du Parlement](#). Dès lors, la coalition de la Table de l'unité démocratique (MUD) tente de soumettre un référendum révocatoire pour forcer Nicolas Maduro à

quitter le pouvoir. Mais le système politique vénézuélien a une particularité : le pouvoir législatif peut être bloqué par le Conseil national électoral (CNE), organe "citoyen" à la solde du chef de l'Etat. Empêchée de légiférer, l'opposition revient donc dans la rue pour exprimer sa colère.

### **Une situation économique très détériorée**

En parallèle, les finances du Venezuela sont exsangues depuis 2014, conséquence de la chute du cours du brut. Le pays dispose en effet des plus larges réserves pétrolières de la planète. Complètement dépendant de son pétrole, il se trouve en situation de quasi-faillite. Des pénuries, notamment [sur les produits de première nécessité](#), se multiplient. De plus, un El Niño - ce phénomène météorologique qui impacte toute la moitié nord de l'Amérique latine - particulièrement virulent à l'hiver 2015-2016 provoque une sécheresse inédite de plusieurs semaines, affamant une partie du peuple. Alors que la Colombie réclame - et obtient - la fermeture de sa frontière commune avec le Venezuela, [la communauté internationale se mobilise](#). Le Vatican du Pape François notamment [propose une médiation](#). En vain.

### **La rue contre le pouvoir**

A partir du printemps 2016, les manifestations s'enchaînent chaque semaine à Caracas. Le 2 septembre dernier, ce n'est pas moins d'[un million de personnes qui défilent dans les rues](#) pour réclamer le départ de Nicolas Maduro.



La manifestation géante du 2 septembre dernier

Le chef de l'Etat tient, même si des études - commandées par l'opposition - estiment que huit Vénézuéliens sur dix veulent sa démission. Des négociations sont bon an mal an entamées. Mais, après de nombreux rebondissements, [elles finissent par échouer mi-décembre](#). Première victime de la crise : l'économie du pays. Le Venezuela devient numéro 1 sur l'indice de la misère dans le monde, mesuré par Bloomberg. L'inflation, qui dépassait déjà 500% en 2016, atteint les 1.660% en 2017 selon le FMI! Le chaos est total.

### **Maduro tente un coup d'Etat**

Le 29 mars, après trois mois de manifestations continues et d'une paupérisation accrue de la population, la Cour suprême, plus haute juridiction du Venezuela réputée proche du pouvoir, prive de leur immunité les députés d'opposition vénézuéliens. Dans la foulée, Henrique Capriles est déclaré inéligible pour 15 ans - ce qui l'empêchera de se présenter à la présidentielle prévue en 2018. La Cour suprême renforce aussi les pouvoirs du chef de l'Etat, habilité à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la "stabilité démocratique". Le lendemain, la Cour suprême s'octroie tout simplement les pouvoirs du Parlement.

Nicolas Maduro se retrouve aussitôt sous la pression de la communauté internationale qui condamne quasiment unanimement les événements. Menacé par des sanctions économiques de la majorité des pays d'Amérique du Sud, Maduro finit en partie par céder en rétrocedant le Parlement à l'opposition le 1er avril. Mais cela ne suffit pas. Des heurts débutent dans les rues de

Caracas entre l'armée et des manifestants toujours aussi nombreux. Le 6 avril, un étudiant est tué par les forces de l'ordre. Depuis, 19 autres personnes ont trouvé la mort.

Maduro accepte la tenue d'élections anticipées, d'abord fixées au 19 avril, mercredi dernier donc. Mais dimanche, le président vénézuélien décide finalement le déploiement de l'armée dans tout le pays et le blocage des accès à la capitale. Le scrutin anticipé n'aura pas lieu et ce bras de fer sans fin risque encore de continuer, chaque camp misant sur l'épuisement de l'autre. Samedi, une nouvelle manifestation - "une marche silencieuse" - doit ainsi avoir lieu près des sièges de l'épiscopat vénézuélien de tout le pays. Mercredi, près d'un million de personnes étaient réunis dans un défilé sans précédent surnommé "la mère de toutes les manifestations" :



### **La communauté internationale va-t-elle intervenir?**

La communauté internationale pourrait toutefois mettre fin à cette spirale de la violence. Depuis quelques jours, le ton monte entre Washington et Caracas. Nicolas Maduro accuse les Etats-Unis d'avoir donné "le feu vert" à un coup d'Etat contre son pays. [Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson](#) affirme que le pouvoir vénézuélien "viole sa propre Constitution". Donald Trump a lui-même envoyé un signal en accueillant à la Maison-Blanche la femme d'un dirigeant de l'opposition emprisonné, Leopoldo Lopez. L'ONU pourrait également intervenir, le secrétaire général Antonio Guterres ayant appelé au dialogue.

### **Gaël Vaillant**

Vous souhaitant une bonne journée.

Cordialement,

#### **Elena NATALITCH**

Chargée de Communication

251, bd Pereire - 75852 PARIS Cedex 17

Tél. : 01 40 55 12 43

Fax : 01 40 55 12 40

[elena.natalitch@medef-idf.fr](mailto:elena.natalitch@medef-idf.fr)

[www.medef-idf.fr](http://www.medef-idf.fr)

<https://www.facebook.com/medef.idf>



Mouvement des Entreprises de France  
**MEDEF Ile-de-France**

